

condamner l'*apartheid*; il a appuyé l'embargo volontaire du Conseil de sécurité sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud; il a en outre voté en faveur de la résiliation du mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie (Afrique du Sud-Ouest) et conformément à la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité, il a fait savoir à l'Afrique du Sud qu'il juge illégale la poursuite de son administration du territoire.

La décision prise par le Gouvernement britannique de recommencer à vendre des armes à l'Afrique du Sud a fait l'objet d'un débat important lors de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Singapour en janvier. Le premier ministre, M. Trudeau, avait déjà fait part au premier ministre britannique M. Heath de ses inquiétudes au sujet des conséquences que la vente de ces armes auraient sur l'avenir du Commonwealth et il a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un compromis sur cette question. Il a exhorté les participants à considérer le problème immédiat dans la perspective de l'avenir à long terme de l'Afrique. A la suite des délibérations, il avait été décidé de créer un groupe d'étude de huit nations pour examiner la question des ventes d'armes. Cependant, la décision prise par la Grande-Bretagne en février de vendre des hélicoptères *Wasp* à l'Afrique du Sud a porté à ce groupe un coup fatal.

En Afrique de l'Est et de l'Ouest, le Canada s'intéresse surtout au domaine de l'aide et du développement. Dans les pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest, l'aide canadienne se concentre principalement au Nigéria et au Ghana. Le rôle que l'aide canadienne a joué dans le processus de réconciliation et de reconstruction, depuis le retour de la paix au Nigéria, est particulièrement important. Par suite de l'importance croissante que prend le commerce entre le Canada et le Libéria, l'ambassadeur du Canada à Abidjan sera bientôt accrédité dans ce pays. En Afrique de l'Est, le Canada a organisé des programmes d'aide importants dans les trois pays qui constituent la Communauté de l'Afrique orientale c'est-à-dire la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya.

En mars, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a effectué une tournée des pays de l'Afrique au sud du Sahara, ce que n'avait jamais encore entrepris un ministre des Affaires extérieures canadien. Au cours de sa visite en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Zaïre (Congo-Kinshasa) en Tanzanie et en Zambie, il a eu l'occasion de se faire une idée personnelle des projets en cours d'exécution dans ces pays dans le cadre du programme d'aide canadien au développement et de s'entretenir avec un certain nombre de chefs d'État africains sur divers problèmes d'intérêt commun.

Le 30 septembre, une délégation prestigieuse de l'Organisation de l'Unité africaine, dirigée par le président Moktar Ould Daddah de Mauritanie, est venue à Ottawa dans le cadre d'une tournée des pays de l'OTAN et des pays nordiques en vue d'obtenir leur appui en faveur de la position de l'Organisation de l'Unité africaine à l'égard des questions de l'Afrique australe. La délégation s'étant déjà entretenue avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à New York, elle a eu des consultations avec le premier ministre, M. Trudeau, et a rencontré le gouverneur général. Au cours de ces entretiens, la position du Canada contre le colonialisme et le racisme a été réaffirmée et la délégation lui en a exprimé sa reconnaissance.